

🏠 » [ACTUALITÉS](#) » [POLITIQUE](#)

Ingérence étrangère: un politicien cité dans les fuites poursuit le SCRS et des médias



Michael Chan

PARTAGE**RAPHAËL PIRRO**

Lundi, 29 mai 2023 14:39

MISE À JOUR Lundi, 29 mai 2023 14:39



Un ancien ministre du gouvernement de l'Ontario lance une poursuite contre le directeur du Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) ainsi que le *Globe & Mail* et *Global News* pour des

-
- **À lire aussi: Enquête Johnston: Poilievre et Blanchet rejettent la cote de sécurité**
 - **À lire aussi: Ingérences chinoises: Johnston les cache!**
 - **À lire aussi: Ingérence: une influence chinoise qui remonte à loin, au Canada**

Aujourd'hui maire adjoint de la ville de Markham, dans la grande région de Toronto, Michael Chan a été cité dans quelques reportages de ces deux médias comme étant source de suspicion chez les services de renseignement, qui avaient des doutes sur ses allégeances politiques.

Dans la requête déposée devant la Cour supérieure de l'Ontario, les avocats affirment qu'en raison de ces reportages monsieur «Chan a souffert d'embarras, d'humiliation, de stress et d'atteintes à sa réputation, ainsi que de menaces pour son bien-être personnel et celui de sa famille».

Ces reportages avaient souvent comme sources des fuites émanant d'un ou de divers employés du SCRS. L'on apprend notamment qu'une demande pour de l'écoute téléphonique aurait été déposée.

Les avocats de M. Chan affirment que les reportages se sont basés sur des «rumeurs, des sous-entendus et des biais politiques», est-il écrit dans la requête obtenue par le «National Post».

inconnus associés aux fuites. Ces personnes sont identifiées comme John Doe et Jane Smith. Finalement, les journalistes Robert Fife du *Globe & Mail* et Sam Cooper de *Global News* sont eux aussi visés par la poursuite.

Pourtant, Michael Chan a tenu à travers les années des positions qui tranchent avec le consensus canadien, en célébrant notamment la loi sur la sécurité imposée par Pékin sur Hong Kong.

Cette histoire rappelle celle de Han Dong, un député libéral fédéral qui s'est retiré du caucus le mois dernier en raison d'articles le liant à l'ingérence chinoise.

Relativement exonéré par David Johnston dans son rapport la semaine dernière, Justin Trudeau a laissé entendre qu'il ne s'opposerait pas à sa réintégration dans le parti. M. Dong a lui aussi entamé une poursuite contre *Global News*.

Vous devez être connecté pour commenter.

Se connecter

ARCHIVES 2024 2023 2022 2021 2020 2019 2018 2017 2016 2015

ACCÈS RAPIDES

SECTIONS

EN SAVOIR PLUS

S'ABONNER

APPLICATIONS MOBILES

© 2024 Le Journal de Québec inc. Tous droits réservés.

